

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

LE CONSEIL DE L'EUROPE

Ensemble pour
les droits humains,
la démocratie
et l'État de droit



1946

19 SEPTEMBRE UNIVERSITÉ DE ZURICH

« **En avant, l'Europe !** » Discours de Winston Churchill

« Nous devons créer une sorte d'États-Unis d'Europe (...)
 La première initiative sera de créer un Conseil de l'Europe. (...)
 C'est dans cet esprit que je vous dis : en avant l'Europe ! »



Discours

1949

5 MAI LONDRES

Signature du Statut du Conseil de l'Europe

Le Traité de Londres est signé par la Belgique, le Danemark, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni, membres fondateurs du Conseil de l'Europe.



Lire le Statut

Membres fondateurs : Belgique, Danemark, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Suède, Royaume-Uni



8 AOÛT STRASBOURG

Première réunion du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe

En savoir plus sur le
 Comité des Ministres

1949

10 AOÛT STRASBOURG

Première réunion de l'Assemblée consultative (actuelle Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe)



En savoir plus sur
l'Assemblée parlementaire
du Conseil de l'Europe

Adhésions : Grèce, Türkiye



1950

4 NOVEMBRE ROME

Signature de la Convention européenne des droits de l'Homme (CEDH)



En savoir plus sur la
Convention européenne
des droits de l'homme
et son impact positif

Impact de la Convention européenne des droits de l'homme

Exemples

 DROIT À UN PROCÈS EQUITABLE	 DROIT À LA LIBERTÉ ET À LA SÛRETÉ	 ESCLAVAGE ET TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	 DROIT À L'ÉGALITÉ	 DROIT À LA VIE FAMILIALE
 LIBERTÉ D'EXPRESSION	 TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS	 DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE	 DROIT À LA PROPRIÉTÉ	 DROIT À LA VIE
 LIBERTÉ DE RELIGION ET DE CONVICTION	 LIBERTÉ DE RÉUNION	 DROITS HUMAINS ET ENVIRONNEMENT	 PROTECTION CONTRE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES	 DROITS HUMAINS ET SANTÉ

Adhésions : Islande, Allemagne



1954

Célébration de la diversité culturelle

Ouverture à la signature de la Convention culturelle européenne.



En savoir plus sur la Convention culturelle européenne

1955

9 DÉCEMBRE STRASBOURG

Un drapeau pour l'Europe – Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe adopte le drapeau européen

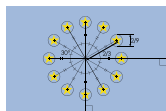
Créé par le Conseil de l'Europe, le drapeau européen a été adopté en 1983 par le Parlement européen puis par toutes les institutions de l'Union européenne.

Les douze étoiles jaunes sur fond bleu sont devenues un symbole commun de la coopération européenne.

Exemples de propositions de drapeaux non retenues



Vidéo – Histoire du drapeau européen



Exposition – Le drapeau européen

« Pour moi, ces douze étoiles signifient que l'on pourrait vivre mieux sur terre si l'on osait, de temps en temps, lever les yeux vers les étoiles. »

Václav Havel, Président de la Tchécoslovaquie (plus tard Président de la République tchèque), discours prononcé devant l'Assemblée parlementaire, 10 mai 1990.



1956

La Banque de développement du Conseil de l'Europe commence ses travaux à Paris

Le Fonds de rétablissement du Conseil de l'Europe (aujourd'hui Banque de développement du Conseil de l'Europe) est créé pour soutenir des projets sociaux.



Adhésion : Autriche



En savoir plus sur La Banque de développement

1957

Prélude à la démocratie locale

Première session de la Conférence des pouvoirs locaux de l'Europe (aujourd'hui le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux).



En savoir plus sur le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux

1959

Création de la Cour européenne des droits de l'homme

Élection des premiers membres de la Cour européenne des droits de l'homme par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe (aujourd'hui Assemblée parlementaire)



En savoir plus sur la Cour européenne des droits de l'homme

Le Palais des droits de l'homme, siège de la Cour européenne des droits de l'homme depuis 1995



Visite virtuelle du bâtiment de la Cour européenne des droits de l'homme

1961

18 OCTOBRE TURIN

Protection des droits sociaux

La Charte sociale européenne, qui garantit les droits économiques et sociaux des citoyens, est adoptée à Turin.



En savoir plus sur la Charte sociale européenne et son travail actuel



La Charte sociale européenne - YouTube

Adhésion : Chypre



Adhésion : Suisse



1963

1964

5 MAI

La Journée de l'Europe

Le Comité des Ministres décide de faire du 5 mai, date de la création du Conseil de l'Europe, la Journée de l'Europe.



Création de la Pharmacopée Européenne

La Pharmacopée européenne est la source principale de normes de qualité officielles pour les médicaments et leur composition chimique en Europe. Elle est publiée par la Direction européenne de la qualité du médicament et soins de santé (DEQM).



En savoir plus sur la Pharmacopée européenne

1965

Adhésion : Malte



1969

12 DÉCEMBRE

Retrait de la Grèce

La Grèce se retire du Conseil de l'Europe après un coup d'État militaire. La Grèce est à nouveau membre en 1974.

1972

Un hymne pour l'Europe

Le Conseil de l'Europe choisit comme hymne européen « l'Ode à la joie », extrait du quatrième mouvement de la IXe symphonie de Beethoven.



Écouter l'hymne européen
(version orchestrale)



En savoir plus sur l'hymne européen et en découvrir des adaptations/variations en différents styles musicaux

1972

Le Centre européen de la jeunesse ouvre ses portes à Strasbourg

Un second Centre européen de la jeunesse ouvre ses portes à Budapest, Hongrie, en 1995.



Visite virtuelle du Centre européen de la jeunesse



1976

Adhésion : Portugal



1977

Ouverture du Palais de l'Europe

Inauguration du Palais de l'Europe, siège du Conseil de l'Europe, à Strasbourg, France, par le Président français, Giscard d'Estaing.



Visite virtuelle du Palais de l'Europe



Adhésion : Espagne



1978

Adhésion : Liechtenstein



1979

Une première pour la nature

La Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe est adoptée. Elle est le premier traité international à protéger la faune et la flore sauvages et le milieu naturel.



En savoir plus sur la
Convention de Berne

1980

Le Groupe Pompidou, pour de nouvelles politiques en matière de drogues

Le Groupe Pompidou, plateforme de coopération européenne pour lutter contre l'abus et le trafic illicite de drogues, devient un accord partiel élargi du Conseil de l'Europe.



En savoir plus sur le Groupe
Pompidou

1981

Protection de la vie privée

Le Conseil de l'Europe est pionnier en matière de protection des données avec la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (Convention 108+).



En savoir plus sur
la Convention et la
protection des données

1983

Vers un espace sans peine de mort en Europe

Ouverture à la signature du Protocole n°6 à la Convention européenne des droits de l'homme abolissant la peine de mort et faisant de cette abolition une condition préalable à l'adhésion au Conseil de l'Europe.



En savoir plus sur la peine
de mort en Europe et dans
le monde

Premier Itinéraire culturel du Conseil de l'Europe (les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle)



Explorer les 43 itinéraires culturels

Un comité de surveillance contre la torture

Ouverture à la signature de la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, donnant à des équipes spécialisées la possibilité de visiter les lieux de détention dans toute l'Europe.



La Convention européenne pour la prévention de la torture

Adhésion : Saint-Marin



1ER JUIN

Pour la première fois, une femme accède à la fonction de Secrétaire Générale

Catherine Lalumière devient la neuvième Secrétaire Générale et la première femme à occuper ce poste.



9 NOVEMBRE

Chute du mur de Berlin – Allemagne



Adhésion : Finlande



1989

Pour un sport sûr

Ouverture à la signature de la Convention européenne contre le dopage, première des trois conventions du Conseil de l'Europe relatives au sport. S'ensuivront, en 2014, la Convention sur la manipulation de compétitions sportives et, en 2016, la Convention sur une approche intégrée de la sécurité, de la sûreté et des services lors des matches de football et autres manifestations sportives.



En savoir plus sur l'action du Conseil de l'Europe dans le domaine du sport

1990

L'expertise constitutionnelle

La Commission de Venise, aussi connue sous le nom de Commission européenne pour la démocratie par le droit, est un organe consultatif composé d'experts constitutionnels indépendants. Ses avis aident les États à préparer des réformes démocratiques.



En savoir plus sur la Commission de Venise

Adhésion : Hongrie



Faire payer les criminels

Ouverture à la signature de la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime. Celle-ci renforce la coopération internationale en matière d'enquête sur les infractions et de recouvrement des avoirs criminels.



En savoir plus sur Moneyval

1991

Adhésion : Pologne



Donner la parole aux langues régionales et minoritaires

Ouverture à la signature de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires.



Adhésion : Bulgarie



Soutien à la production cinématographique européenne

Ouverture à la signature de la Convention européenne sur la coproduction cinématographique visant à promouvoir le cinéma indépendant grâce à des aides au financement des longs métrages, films d'animation et documentaires.

Lancement de l'Observatoire européen de l'audiovisuel

L'Observatoire européen de l'audiovisuel est créé pour réunir et diffuser des informations sur les divers marchés audiovisuels en Europe et sur leur financement.



En savoir plus
sur Eurimages



Observatoire européen
de l'audiovisuel – Villa
Schutzenberger

8 OCTOBRE VIENNE

1er Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe



1er Sommet des chefs
d'État et de gouvernement
du Conseil de l'Europe –
Déclaration Finale et Plan
d'action

Adhésions : Estonie, Lituanie, Slovaquie, Tchéquie, République slovaque, Roumanie



1994

Lutte contre le racisme et la discrimination

Première réunion de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) qui est spécialisée dans la lutte contre toutes les formes de racisme, de discrimination, de xénophobie, d'antisémitisme et d'intolérance.

tous différents
tous égaux



En savoir plus sur l'ECRI

Adhésion : Andorre



1995

Protection des minorités nationales contre la discrimination

Ouverture à la signature de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales.



En savoir plus sur la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales

Adhésions : Lettonie, Albanie, Ukraine, République de Moldova, Macédoine du Nord



1996

Garantie des droits de l'enfant dans les procédures judiciaires

Ouverture à la signature de la Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants, qui renforce la protection des enfants et leur donne le droit d'être entendus et de donner leur avis dans les procédures judiciaires les concernant.



Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants

Adhésions : Fédération de Russie, Croatie



1997

10 OCTOBRE STRASBOURG

2e Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe



2e Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe – Déclaration finale et Plan d'action

1999

Premier Commissaire aux droits de l'homme

Création du Commissaire aux droits de l'homme, institution non judiciaire indépendante et impartiale, qui a pour mission de promouvoir la sensibilisation aux droits de l'homme et leur respect dans les États membres.



En savoir plus sur le Commissaire aux droits de l'homme



Álvaro Gil-Robles,
premier Commissaire
aux droits de l'homme

Protection contre la corruption

Ouverture à la signature de la Convention pénale sur la corruption, qui incrimine les pratiques de corruption et améliore la coopération internationale en matière de poursuites pénales.

Ouverture à la signature de la Convention civile sur la corruption, qui introduit des règles internationales demandant aux gouvernements de prévoir dans leur droit interne des voies de recours pour les personnes ayant subi un préjudice résultant d'un acte de corruption.



Adhésion : Géorgie



En savoir plus sur la lutte contre la corruption

2001

Lutte contre la cybercriminalité

Ouverture à la signature de la Convention de Budapest sur la cybercriminalité, le premier et unique traité juridique international ayant pour objet de lutter contre la cybercriminalité.



Adhésions : Arménie, Azerbaïdjan



La convention sur la cybercriminalité expliquée

2002

Adhésion :
Bosnie-Herzégovine



2003

Adhésion :
Serbie



2004

Adhésion :
Monaco



2005

16 MAI VARSOVIE

3e Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe



3e Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe

Lutte contre la traite des êtres humains

Ouverture à la signature de la Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains, qui prévoit une assistance aux victimes, des enquêtes et des poursuites efficaces et le renforcement de la coopération internationale.



En savoir plus sur la traite des êtres humains



Vidéo – Lutter contre la traite des êtres humains

Lutte contre le terrorisme

Ouverture à la signature de la Convention pour la prévention du terrorisme, complétée par la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme.



En savoir plus sur la Convention pour la prévention du terrorisme

2007

Protéger les enfants contre les abus sexuels

Ouverture à la signature de la Convention de Lanzarote, premier traité paneuropéen à ériger en infraction pénale les abus sexuels commis envers des enfants à la maison, dans la famille ou à l'étranger.



En savoir plus sur la Convention de Lanzarote



Adhésion : Monténégro



Vidéo – « Le lac » - Encourager les jeunes à briser le silence sur les abus sexuels

2008

Ouverture du bâtiment de l'Agora

Inauguration de l'Agora, le plus récent bâtiment du Conseil de l'Europe à Strasbourg, France.



Visite virtuelle du bâtiment de l'Agora

2011

Garantir la sécurité des médicaments

Ouverture de la Convention Médicrime, qui vise à mettre un terme à la contrefaçon de produits médicaux et à d'autres infractions similaires qui menacent la santé publique.



La Convention Médicrime

Mettre fin aux violences faites aux femmes

Ouverture de la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul).



Les quatre piliers de la Convention d'Istanbul : prévention, protection, poursuites et politiques coordonnées

2017

Protection du patrimoine

Ouverture à la signature de la Convention sur les infractions visant des biens culturels, premier traité international à lutter contre les infractions qui détruisent le patrimoine culturel mondial, comme le vol, les dommages intentionnels, les fouilles illégales et les ventes illicites.

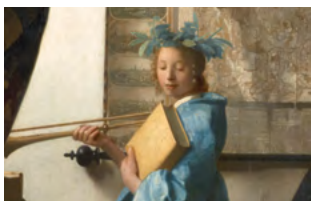


En savoir plus sur les biens culturels

2020

Promouvoir un enseignement de l'histoire de qualité

L'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe est créé pour promouvoir un enseignement de l'histoire de qualité pour une meilleure compréhension de la démocratie chez les jeunes.



En savoir plus sur l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe

2022

Guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine

À la suite de la suspension de son droit de représentation le 25 février, la Fédération de Russie est exclue du Conseil de l'Europe le 16 mars 2022.



2023

16-17 MAI REYKJAVÍK

Unis autour de nos valeurs 4e Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe

Unis contre la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine.



Déclaration de Reykjavík

Mise en place d'un mécanisme international d'indemnisation pour l'Ukraine

Le Registre des dommages causés par l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine est créé. Il est une première étape vers la création d'un mécanisme international d'indemnisation des victimes de l'agression russe.

Le second volet du mécanisme d'indemnisation, à savoir la Convention établissant une Commission internationale des réclamations pour l'Ukraine, est ouverte à la signature à La Haye en décembre 2025.



A propos du Registre des dommages pour l'Ukraine

2024

Protéger les droits et la démocratie à l'ère de l'IA

Ouverture de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit.



En savoir plus sur le
Conseil de l'Europe et l'IA

2025

Protéger les avocats

Ouverture à la signature de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection de la profession d'avocat.



25 JUIN STRASBOURG

Responsabilité et justice pour l'Ukraine

Signature d'un Accord entre le Conseil de l'Europe et l'Ukraine relatif à la création d'un Tribunal spécial pour le crime d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Le Tribunal sera chargé de mener des enquêtes et de poursuivre et juger les personnes portant la responsabilité la plus lourde dans le crime d'agression contre l'Ukraine.



Tribunal spécial pour le
crime d'agression contre
l'Ukraine

La démocratie comme première ligne de défense

Lancement du Nouveau Pacte démocratique pour l'Europe, une initiative stratégique et innovante, fondée sur une large consultation, visant à lutter contre le recul de la démocratie, à rétablir la confiance dans les institutions et à renforcer la résilience démocratique en Europe.



En savoir plus sur
le Nouveau Pacte
Démocratique



Cette brochure présente le travail du Conseil de l'Europe et son rôle essentiel dans la protection des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit au quotidien.

Elle retrace les grandes étapes de son action et met en lumière ses principales réalisations depuis sa création, dans une présentation informative, illustrée et concise.

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits humains du continent. Il comprend 46 États membres, dont l'ensemble des membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits humains, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.